

CONJONCTURE

Renaud Honoré

Simple faux plat, ou début d'une vraie descente ? Alors que la conjoncture semble mieux résister que prévu et devrait soutenir les recettes, un indicateur devrait être observé avec attention dans les semaines à venir, en pleine préparation d'un budget 2024 qui s'annonce difficile à boucler : la TVA a montré, sur les six premiers mois de l'année, un essoufflement de sa dynamique, ce qui interroge à Bercy comme chez certains experts budgétaires.

Les dernières nouvelles estivales avaient pourtant de quoi rassurer les gardiens de la citadelle des comptes publics. Fin juillet, l'Insee a annoncé un niveau de croissance pour le deuxième trimestre bien supérieur à ce qui était attendu (+0,5 % au printemps en France, soit cinq fois plus vite qu'espéré), amenant l'acquis sur l'année à +0,8 %. La prévision du gouvernement à +1 % semble donc plus que jamais à portée, ce qui a soulagé au sein de l'exécutif : sans cette bonne surprise, il aurait sans doute fallu geler davantage de crédits ministériels pour tenir l'objectif d'un déficit à -4,9 % du PIB à la fin de l'année, ce qui est rarement porteur politiquement...

aurait sans doute fallu geler davantage de crédits ministériels pour tenir l'objectif d'un déficit à -4,9 % du PIB à la fin de l'année, ce qui est rarement porteur politiquement...

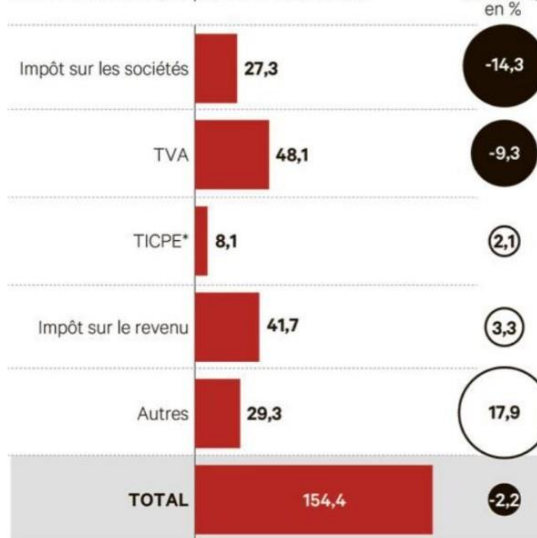
Des résultats d'entreprises rassurants

Signe de ce climat économique faisant de la résistance, certains impôts continuent de remplir les caisses de l'Etat. La situation budgétaire de l'Etat sur les six premiers mois de 2023, publiée la semaine dernière, montre ainsi que l'impôt sur le revenu a permis d'engranger 41,6 milliards à la fin juin, en hausse de 3,3 % par rapport au niveau atteint l'an dernier à même époque. La dynamique des salaires – ceux-ci ont connu au deuxième trimestre une hausse supérieure à celle des prix, ce qui n'était pas arrivé depuis deux ans – y a sans doute contribué.

L'impôt sur les sociétés – dont l'évolution est parfois difficilement lisible d'une année sur l'autre – s'est, lui, tassé sur les six premiers mois

Les recettes fiscales de l'Etat

En milliards d'euros, au premier semestre 2023



*Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques

de l'année, reculant de 14,3 % sur un an à 27 milliards. Mais les cadres de Bercy ont été rassurés par les résultats toujours élevés du premier semestre des groupes du CAC 40, qui devraient permettre de maintenir les rentrées fiscales. En revanche, les chiffres de la TVA rentrée dans les caisses de l'Etat à la fin juin laissent plus dubitatif, avec une baisse de 9,3 % sur un an, à 48 milliards environ.

de l'année, reculant de 14,3 % sur un an à 27 milliards. Mais les cadres de Bercy ont été rassurés par les résultats toujours élevés du premier semestre des groupes du CAC 40, qui devraient permettre de maintenir les rentrées fiscales. En revanche, les chiffres de la TVA rentrée dans les caisses de l'Etat à la fin juin laissent plus dubitatif, avec une baisse de 9,3 % sur un an, à 48 milliards environ.

Jeu de bonneteau

Rien d'anormal, selon les voix officielles de Bercy : « A ce stade, les recettes cumulées sont globalement en ligne avec nos prévisions et ne constituent pas un signal inquiétant. La baisse observée pour la TVA revenant à l'Etat (4,9 milliards) s'explique par le transfert de TVA supplémentaire aux collectivités territoriales dans le contexte de la suppression de la CVAE », assure-t-on.

Certes, une partie de la baisse provient bel et bien d'un jeu de bon-

neteau, l'Etat ayant accepté de verser cette année plus de TVA aux collectivités locales pour compenser la fin de certains impôts de pro-

neteau, l'Etat ayant accepté de verser cette année plus de TVA aux collectivités locales pour compenser la fin de certains impôts de production. Mais cette raison n'explique qu'une partie du phénomène. A périmètre constant (sans ces jeux de périmètre), les recettes diminuent malgré tout légèrement de 0,3 %. La consommation des ménages n'est pas au mieux, mais la montée des prix aurait dû malgré tout faire automatiquement monter les rentrées. « Le gouvernement prévoyait une hausse de 5 % à périmètre constant sur l'année, on est donc face

48

MILLIARDS D'EUROS

Ce qu'a rapporté la TVA aux caisses de l'Etat à la fin juin, avec une baisse de 9,3 % sur un an.



*LES E

à une tendance inquiétante », juge François Ecalte, fondateur du site spécialisé Fipeco.

Cet ancien magistrat de la Cour

à une tendance inquiétante », juge François Ecalte, fondateur du site spécialisé Fipeco.

Cet ancien magistrat de la Cour des comptes rappelle que « les rentrées de TVA sont considérées comme un bon indicateur avancé de conjoncture. [...] Il s'agit donc d'un signal d'alerte pour moi : n'est-on pas face à un retournement de conjoncture pas encore détecté ? A moins qu'on soit face à des problèmes administratifs de recouvrement. » A Bercy, derrière les discours officiels, certains avouent leur perplexité, voire une certaine inquiétude, face à ce chiffre dont l'évolution n'est pas bien comprise. Cela pourrait aussi être lié à la hausse des remboursements et restitutions aux entreprises.

L'évolution dans les prochaines semaines sera en tout cas guettée. La TVA est l'impôt le plus important pour les caisses de l'Etat et il ne s'agirait pas de dévier de la trajectoire permettant d'atteindre un déficit à -4,9 % en fin d'année. ■

I
S
C
A
la
«
L
tt
d
C
ts
S
u
p
tr
di
«
ai
li
pl
er
~